

croyez que ça ne se reproduira pas, c'est que vous êtes sourds. Si cela devait arriver maintenant, ce serait désastreux pour le Canada.

Toutefois, il n'y a pas que cela. Comme le Québec, l'Ouest croit qu'il saurait très bien se passer du reste du Canada si les choses ne changent pas. Le pétrole va continuer de couler à flots, le gaz de jaillir et les arbres de pousser. L'exploitation des mines de charbon se poursuivra. Nous avons de grands ports de mer à Vancouver et à Prince-Rupert. Si le gouvernement pense qu'il peut intimider les provinces de l'Ouest, il est mieux de ne pas se faire trop d'illusions, parce que ces provinces ont fini de l'écouter. Elles ne veulent plus l'écouter. Si le gouvernement veut s'engager dans cette voie, s'il cherche à rejeter le blâme sur quelqu'un d'autre, comme le premier ministre et le ministre responsable des Affaires fédérales-provinciales le font actuellement, il ferait mieux de bien repenser sa stratégie.

Une tâche considérable attend le gouvernement pour réparer les dommages qui ont été causés, et pas seulement au Québec. Même les ministériels le comprendront, s'ils s'arrêtent à y penser.

On cherche à comprendre ce qui est arrivé, mais les provinces de l'Ouest ont été traitées sans ménagement. Qu'a-t-on offert à l'Alberta? Deux sièges de plus au Sénat dans cinq ans. Et encore, seulement si la réforme du Sénat n'a pas lieu d'ici là.

Soit dit en passant, la réforme du Sénat est un mythe. Ce que les provinces veulent vraiment, c'est une redistribution des pouvoirs qui les rendent maîtres chez elles dans une certaine mesure. J'ignore si le ministre chargé des Relations fédérales-provinciales l'a jamais compris. Il a dit qu'une réforme du Sénat était possible. Cela fait bien longtemps que je siège ici, et je sais pertinemment qu'il n'y aura pas de Sénat triple E de mon vivant ni du vivant du leader du gouvernement. Celui-ci n'ignore certes pas, par exemple, que la Chambre des communes n'accepterait jamais cela. C'est elle qui décide au bout du compte des modifications à apporter à la Constitution. Depuis que j'ai été nommé ici, il y a 30 ans, c'est la deuxième ou la troisième fois qu'il en est question. Lorsque viendra le moment décisif, les députés ne céderont pas le reste des pouvoirs au Sénat, Triple E ou autre.

Les premiers ministres provinciaux ne transféreraient pas non plus ces pouvoirs à un Sénat élu, mais peut-être qu'il n'y aura plus jamais de conférences de toute façon. Toutefois, il se trouvera un jour un premier ministre québécois et un premier ministre fédéral qui ne se moqueront pas des risques d'affrontement et qui n'essaieront pas d'imposer cela au reste du Canada.

• (1920)

Je le répète, honorables sénateurs, je ne ferai pas un long discours. Mais je veux souligner, toutefois, une chose qui commence à agacer les habitants de l'Ouest du Canada, soit l'expression «C'est la faute aux Anglais.» Je tiens à signaler aux honorables sénateurs que bon nombre d'entre nous ne font pas partie de ces «Anglais» responsables de la situation. Les premiers ministres de diverses provinces, notamment de l'Ontario et bien d'autres, y compris le premier ministre de l'Alberta, ont fait l'éloge de l'Accord du lac Meech, ont manifesté leur appui à cette entente et désiraient ardemment sa ratification. Qu'arrive-t-il maintenant que l'Accord a échoué? On veut nous faire croire que cela signifie le rejet du Québec, ce n'est pas le cas. Je suis sûr que le ministre se servira de nouveau de cet argument, mais je lui répète que l'échec de l'Accord ne signifie pas le rejet du Québec.

Je vais dire aux sénateurs de quoi il s'agissait: c'était un rejet du processus. De plus, si l'on creuse un peu on s'aperçoit que ce n'est pas seulement le processus, mais les tactiques utilisées qui sont agaçantes. Les protagonistes de cette réunion de sept jours et sept nuits, ou quelque chose d'approchant, ont dit qu'ils ne toléreraient plus une chose semblable. Je pense que presque tous l'ont dit. Je sais que le premier ministre Getty, à son retour en Alberta, a déclaré qu'il ne participerait plus jamais à une chose comme ça. Le premier ministre Filmon, selon un article de journal, n'oubliera jamais la façon dont il a été traité à Ottawa. Il a dit qu'il ne retournerait jamais à une réunion comme celle-là. Selon l'article, même s'il reconnaissait les aspirations du Québec, le premier ministre ajoutait que des discussions constitutionnelles ne visant à satisfaire qu'une seule province ne pouvaient pas réussir.

Le sénateur Murray: Êtes-vous d'accord avec cela?

Le sénateur Olson: Oui, je suis d'accord avec cela. J'estime que le gouvernement doit traiter tous les Canadiens de la même façon. Si vous n'êtes pas prêt à cela, vous n'avez pas le droit d'être le gouvernement du Canada.

Le sénateur Murray: Vous ne croyez pas qu'il restait des questions à régler après 1982?

Le sénateur Olson: À mon avis, vous avez mal présenté ce qui s'est produit en 1982 chaque fois que vous en avez parlé. J'étais là, au cas où vous l'auriez oublié. Vous ne cessez de me rappeler le fait que j'y étais.

Le sénateur Murray: J'étais assis là-bas à l'époque et j'ai voté contre.

Le sénateur Olson: Eh bien, j'ai assisté à la conférence fédérale-provinciale en 1982. J'étais ministre d'importance secondaire, mais j'y étais. Et je sais également autre chose—le premier ministre Lévesque était là, lui aussi.

Le sénateur Murray: C'est vrai!